

Face aux drames, ne plus subir

Par Philippe Gélie

Mis à jour le 03/09/2015 à 23h45 | Publié le 03/09/2015 à 19h32

L'éditorial de Philippe Gélie

Après la découverte sordide de 71 cadavres dans un camion en Autriche, l'horreur suscitée par la photo d'un enfant syrien de 3 ans retrouvé noyé sur une plage de Turquie peut déclencher une prise de conscience: voilà les drames qu'entraîne l'inefficacité des politiques européennes d'immigration et d'asile. Un sursaut est urgent, comme l'ont compris Angela Merkel et François Hollande. Mais les réponses apportées sous le coup de l'émotion ou de la panique ne font souvent qu'aggraver le problème au lieu de le résoudre.

La famille Kurdi a péri en tentant de rejoindre la Grèce, à défaut du Canada. L'Europe fait tout ce qu'elle peut - quoique dans le plus grand désordre - pour secourir les malheureux jetés en masse sur ses côtes et ses routes. Si elle doit avoir honte, c'est surtout d'entretenir, par de mauvaises réponses, le mirage de l'eldorado qu'elle n'est pas et pour lequel les boat people risquent leur vie.

La politique d'asile est un échec patent, les recalés restant quand même, à l'instar des clandestins attirés par les systèmes sociaux les plus généreux. Schengen et son espace de libre circulation, confort offert aux citoyens, transforme l'Union en passoire pour les trafiquants d'êtres humains et les migrants économiques. Pas plus que les murs érigés ici ou là, l'idée de répartir les réfugiés par «quotas» n'est la solution - comment garder au Portugal ceux qui rêvent d'Allemagne? Elle exacerbe les divisions sur les «valeurs», certains pays de l'Est ne voulant recueillir que des chrétiens...

La grande faute des Européens est d'avoir subi jusqu'ici cette crise sans tenter de reprendre l'initiative. S'il y a un devoir moral de secourir les victimes de guerres ou de persécutions, pourquoi ne pas ouvrir des «guichets» autour de pays «non sûrs» dûment listés, identifiant les réfugiés éligibles et assurant leur transport vers un pays d'accueil mutuellement accepté? Encore faut-il en parallèle dissuader les fraudeurs et neutraliser les passeurs. Si l'UE n'est pas capable de rétablir l'ordre à ses frontières extérieures, les drames se multiplieront et la «maison commune» deviendra elle-même un mirage.